

Violence, guerre et politique

Étude sur le retournement de la 'Formule' de Clausewitz

Par Jean-Vincent Holeindre

Dans son œuvre maîtresse, *Vom Kriege*, Clausewitz (1780-1831) a fortement souligné la subordination de la guerre à la politique. Tout lecteur du stratège prussien a en tête les expressions frappantes employées au chapitre 6B du livre VIII: “*La guerre n’est qu’une partie des rapports politiques, et par conséquent nullement quelque chose d’indépendant*”. Ou, un peu plus loin: “*la guerre n’est rien d’autre que la continuation des relations politiques, avec l’appoint d’autres moyens*” (trad. D. Naville, 1955, p.703). Quelle que soit la manière dont on l’interprète, qu’on le juge dépassé ou actuel, qu’on l’exhume ou qu’on l’enterre, Clausewitz demeure une référence capitale pour les études stratégiques et la science politique, car il a formulé mieux que quiconque le *caractère irréductiblement politique de la guerre*: la guerre ne se suffit pas à elle-même, elle est un satellite placé dans l’orbite de la politique.

Pour caractériser cette relation si particulière identifiée par Clausewitz, Raymond Aron (1976, t.1, pp.169-177) emploie le terme de ‘Formule’. L’expression dit bien son importance dans l’économie générale du traité de Clausewitz. Elle donne également une idée de la réception de son œuvre, qu’on a parfois pu réduire, à tort, à la seule ‘Formule’.¹ En effet, la thèse selon laquelle la guerre est la continuation de la politique par d’autres moyens est sans doute le point le plus commenté de la pensée clausewitzienne. Comme le note Aron, il faudrait consacrer tout un livre ou au moins un long article aux multiples interprétations de la Formule depuis la parution posthume du traité, en 1832.

Il s’agit ici d’opérer une petite partie de ce travail, en passant en revue plusieurs auteurs qui ont tenté de *retourner* la Formule de Clausewitz: Lénine, Ludendorff, Carl Schmitt, Michel Foucault, René Girard.² Ces derniers se sont en effet appuyés sur la formule clausewitzienne pour montrer qu’en réalité ce n’est pas la guerre qui est subordonnée à la politique, mais la politique qui est la continuation ou le prolongement de la guerre. Il n’est pas douteux que ces auteurs sont très différents les uns des autres. Cependant, tout en soulignant les spécificités de leurs approches respectives, il peut être éclairant de les examiner ensemble à partir de leur lecture de Clausewitz. Une telle approche permettra de prolonger l’interrogation clausewitzienne quant à la nature politique de la guerre et d’introduire une réflexion sur la nature conflictuelle du politique.

En effet, l’étude du retournement de la Formule de Clausewitz n’intéresse pas seulement les études stratégiques. Elle touche aussi à la sociologie et la théorie du politique. À travers leur interprétation de Clausewitz, des auteurs comme Michel Foucault

¹ Sur la réception en France de l’œuvre de Clausewitz, voir l’étude très complète et sûre de Durieux, 2008.

² Pour une approche comparable, bien qu’assez différente, du même sujet, voir Thibault, 2007.

ou Carl Schmitt engageant une conception du politique et du social dans son rapport à la violence. Ces auteurs cherchent tous à mettre en évidence, chacun selon des modalités différentes, le rôle moteur de la violence dans l'action politique, la guerre étant considérée comme l'ultime épreuve de vérité pour les sociétés.

Partant de cette hypothèse, il sera procédé en trois temps: on rappellera d'abord la position de Clausewitz quant à la relation entre guerre et politique, en puisant dans le commentaire qu'en a donné Raymond Aron; puis l'on verra comment la Formule de Clausewitz a été retournée une première fois au début du 20^e siècle, à l'âge des totalitarismes, d'abord par Lénine dans sa théorie de la 'guerre révolutionnaire', ensuite par Ludendorff à travers sa conception de la 'guerre totale'. Enfin, dans une dernière partie plus exploratoire, sera examinée la pensée de trois auteurs contemporains qui ont abordé l'œuvre de Clausewitz, et souligné dans leur commentaire le caractère irréductiblement conflictuel de la politique: Carl Schmitt, dans *La Notion de Politique* (1932) et la *Théorie du partisan* (1963); Michel Foucault, dans son cours au Collège de France de 1976, *Il faut défendre la société*, ainsi que dans ses textes et interventions produits au milieu des années 1970 (rassemblés désormais dans les *Dits et écrits*); enfin René Girard, dans son ouvrage *Achever Clausewitz* (2007), qui a eu un certain écho dans le débat stratégique contemporain.

Guerre et politique selon Clausewitz

Hierarchie des moyens militaires et des fins politiques

Clausewitz s'oppose à deux conceptions antinomiques de la guerre. À la différence de von Bülow, dont il critique les vues scientistes inspirées de la philosophie des Lumières, Clausewitz ne pense pas qu'on puisse remporter la guerre sans déclencher la bataille, uniquement par la manœuvre. Mais Clausewitz ne considère pas pour autant que la guerre se ramène en dernière analyse à la bataille décisive et au duel entre les corps. Clausewitz ne condamne ni n'approuve la guerre: il en fait une réalité politique, soumise à la raison et aux passions humaines. D'où la distinction fondamentale: la guerre possède sa propre 'grammaire', non sa propre 'logique': sa logique est politique (Livre VIII, chap. 6B). La guerre n'est pas à elle-même sa propre fin. Elle dépend de la politique et donc de l'État qui a la charge de conduire les affaires publiques. C'est la raison pour laquelle il importe de ne pas confondre les fins *dans* la guerre (*Ziel*) et *de* la guerre (*Zweck*): la fin dans la guerre, c'est la victoire militaire, alors que la fin de la guerre, c'est la paix, c'est-à-dire l'issue politique sur laquelle débouche tout conflit armé (Aron, 1976, p.170). Par conséquent, la victoire n'est qu'un *moyen militaire* en vue d'une *fin politique*: la paix, qui est négociée ou imposée. La guerre est un instrument de la politique, employé en dernier recours et destiné à arbitrer des conflits que la diplomatie n'a pas été en mesure de régler.

La hiérarchie des moyens militaires et des fins politiques inspire la distinction des trois niveaux de la guerre (tactique, stratégie, politique), qui elle-même fait écho à la 'Trinité' clausewitzienne (peuple, chef de guerre, chef d'État): la *tactique* dépend des soldats (professionnels et citoyens) qui sont issus du *peuple* et qui, servis par leurs forces physiques et morales, mènent le combat afin d'apporter des succès nécessairement provisoires. La *stratégie*, conduite par le *chef de guerre* doué d'intelligence, voire de génie,

conçoit et met en œuvre le plan de guerre; le stratège planifie et coordonne les opérations militaires, il s'adapte aux circonstances de la guerre et ajuste le plan de guerre en fonction des succès et des échecs de la tactique. Son but est d'apporter au *chef d'État* la victoire militaire, afin que ce dernier puisse négocier ou imposer une paix. *La politique*, c'est-à-dire "*l'intelligence de l'État personnifié*", gouverne la guerre: le chef d'État décide de l'entrée en guerre, confirme ou infirme les grandes options stratégiques que lui soumet le chef de guerre, et négocie la sortie de guerre (Barral, 2005).

Le chef politique ne conduit pas la guerre au quotidien. Il laisse cela au chef de guerre et au peuple. Pour Clausewitz, le chef militaire reste un spécialiste de la guerre, alors que l'homme d'État considère le contexte général à l'intérieur duquel s'inscrit le conflit armé. La hiérarchie des moyens militaires et des fins politiques correspond à la hiérarchie entre chef politique et chef militaire. On parle encore aujourd'hui de 'l'outil militaire'. L'expression illustre bien la subordination de l'institution militaire à l'État. Certes, chef militaire et chef politique peuvent parfois se confondre en une seule personne; c'est le cas avec Napoléon. Mais lorsqu'ils ne font qu'un, le versant politique du commandement doit l'emporter sur le versant proprement militaire. Le chef politique n'a pas besoin, pour gouverner, d'être un spécialiste des questions militaires. Mais il doit s'y intéresser de près afin d'être indépendant et éclairé dans ses choix.

Dualité de la guerre

Les choses ne sont cependant pas si simples. Clausewitz a oscillé tout au long de la rédaction du traité (resté inachevé), qui s'étale entre 1818 et 1830, entre deux définitions de la guerre: d'une part, le stratège prussien voit la guerre comme un "*duel à grande échelle*" (Livre I, chap.1), conduisant au déchaînement de violence, exacerbé par les forces morales. L'"*ascension aux extrêmes*" est par définition imprévisible: autant il est possible de mesurer les pertes physiques et matérielles de l'ennemi, autant il est très difficile de mesurer sa résistance psychologique et morale; mais d'autre part, comme on l'a suggéré dans le paragraphe qui précède, la guerre est considérée par Clausewitz comme un instrument politique placé sous l'autorité du pouvoir civil, le rôle du politique étant de fixer à l'action militaire des objectifs précis et ainsi de limiter la guerre à ces objectifs.

Dès lors, quelle est la nature profonde de la guerre? Est-elle dans la violence déchaînée ou dans la raison politique? Cette dualité de la guerre traverse toute l'œuvre de Clausewitz, sans qu'on parvienne à identifier clairement quelle conception l'emporte sur l'autre. Il existe une tension qui, selon Aron, a été résolue par Clausewitz dans l'avertissement de 1827, écrit avant de sceller le manuscrit (Aron, 1976, p.175). À la fin de sa vie, Clausewitz aurait découvert la nature profonde de la guerre, non pas dans le déchaînement de la violence, mais dans la raison politique, qui fait de la violence un moyen et non une fin en soi: la guerre sort de la politique comme Athéna, divinité grecque de la guerre et de l'intelligence, est sortie toute armée du cerveau de son père Zeus, le roi du Panthéon. La guerre est d'abord un phénomène politique, car c'est la politique qui en détermine le début, l'intensité et la fin. C'est précisément pour éviter l'"*ascension aux extrêmes*", dit également Clausewitz, que les buts de guerre doivent être subordonnés à une

finalité politique précise: si les belligérants ne savent pas pourquoi ils se battent, alors la volonté de s'anéantir mutuellement prend le pas sur la rationalité. De même, l'intelligence stratégique n'est pas impuissante à maîtriser le déroulement de la manœuvre. Bien au contraire, il incombe au chef militaire d'organiser la concentration des forces sur le "*centre de gravité*" de l'ennemi afin de le toucher au plein cœur lors de la bataille décisive (Livre IV, chap.9). Pour autant, le risque d'escalade reste présent dans toute guerre, et la tension entre les deux définitions de la guerre n'est que partiellement résolue. Aron d'ailleurs le reconnaît volontiers, en disant que la dualité de la guerre chez Clausewitz le prédispose aux interprétations les plus variées et les plus extrêmes. Plusieurs commentateurs ont cependant reproché à Aron d'avoir fait "*le choix de l'optimisme*".³

Dualité du politique

À la dualité de la guerre chez Clausewitz répond à une dualité du politique,⁴ qui n'est pas envisagée en tant que telle par le stratège prussien, mais sur laquelle il convient de s'arrêter car elle aide à comprendre sa réception et le retournement de la Formule par certains penseurs. D'un côté, le politique est marqué par la dialectique de la lutte: la communauté politique (cité, nation ou empire) est traversée par des conflits, qui peuvent dégénérer en guerres civiles; quant à la guerre, c'est une lutte sanglante entre États réglée par la force armée. De l'autre côté, le politique a justement vocation à régler les différends, non seulement à l'intérieur de la communauté politique (par le droit ou la force) mais également à l'extérieur (traité de paix, résolution et règlement des conflits). Le politique oscille ainsi entre la lutte et l'accord, entre la discorde et la concorde. Toute la question est de savoir si c'est plutôt la concorde, ou plutôt la discorde, qui le caractérise profondément.⁵

Cette oscillation entre concorde et discorde est l'une des clés de lecture de l'histoire de la pensée politique. Les uns, comme Aristote, Kant ou John Rawls, mettent l'accent sur la concorde vers laquelle tend naturellement par la communauté politique et qui est assurée par la prudence du gouvernant (la *phronésis* aristotélicienne) ou par l'élaboration d'un droit (Kant, Rawls); les autres, comme Thucydide, Machiavel, Carl Schmitt mettent l'accent sur la discorde, sur l'importance de la lutte et la centralité de la guerre dans l'action politique, le but du gouvernant étant de trancher les conflits, dans le vif s'il le faut. La guerre est-elle la vérité de la politique ou n'est-elle qu'un de ses aspects? Telle est la question fondamentale et sur ce point, deux grandes interprétations s'opposent.

Pour les auteurs libéraux comme Raymond Aron, la guerre n'est pas la vérité de la politique, elle n'est qu'un de ses aspects. Jusqu'à un certain point, Aron croit que la politique est en mesure de domestiquer la violence. Il croit en l'action pacificatrice et civilisatrice du politique, tout en reconnaissant la part de drame présente dans l'histoire;

³ Terray, 1999; Dobry, 1976.

⁴ Lorsque nous parlons ici "du" politique, nous désignons le principe à partir duquel s'organise la vie en commun, principe qu'on retrouve dans toutes les sociétés humaines. Lorsque nous utilisons l'expression "la politique", nous désignons l'action conduite, au sein des États modernes, par les gouvernants et les gouvernés pour organiser la vie en commun et assurer la survie de la communauté politique. Dans cette perspective, l'État-nation tel qu'il s'est construit à l'époque moderne et contemporaine n'est qu'une forme possible du politique (voir Gauchet, 2005).

⁵ Freund, 1965.

c'est ce qui l'empêche d'adhérer à une philosophie de l'histoire au sens d'une téléologie, à la manière de Hegel et Marx (Aron, 1961). Aron fait un "*pari sur la raison*" (1976, t.2), et tient pour acquise la légitimité de l'État-nation comme instrument de régulation des conflits civils et militaires. Dans son ouvrage *Penser la guerre*, Raymond Aron plaide pour un Clausewitz 'libéral', qui a compris au crépuscule de sa vie que la politique permettait de sauver les hommes de la barbarie. Pour le Clausewitz d'Aron, la guerre est politique parce qu'elle est humaine, elle est humaine parce qu'elle est politique. Le recours à la force est parfois inévitable, en dernier recours: si "*les États vivent à l'ombre de la guerre*" (Aron, 1962), ce n'est pas la possibilité de la guerre qui doit orienter l'action politique, mais la perspective de la concorde.

D'autres auteurs réfutent l'optimisme de la perspective libérale adoptée par Aron et font de la guerre l'événement central de toute vie politique. Des contre-révolutionnaires (Joseph de Maistre) aux révolutionnaires (Lénine), en passant par certains conservateurs comme Schmitt, la guerre est au contraire une épreuve de vérité pour le politique, l'épreuve de vérité par excellence. La nature profonde du politique se révèle dans la guerre. Pour ces auteurs qui vouent une certaine fascination à la guerre (au premier rang desquels Lénine et Ludendorff), la tentation est grande de considérer la guerre non pas comme le moyen politique dont on fait usage dans les situations extrêmes, mais comme la donnée essentielle à partir de laquelle fonder l'ordre politique. C'est ce que font Lénine avec le concept de 'guerre révolutionnaire' et Ludendorff avec l'idée de 'guerre totale', ce qui conduit l'un comme l'autre à retourner la Formule de Clausewitz.

Clausewitz retourné par Lénine et Ludendorff

Lénine et la guerre révolutionnaire

Lénine (1870-1924) a lu attentivement Clausewitz. Il a recopié certains passages du traité dans ses cahiers, et notamment la Formule, qui l'a beaucoup frappé (Derbent, 2004). Pour Lénine, la guerre est un instrument politique au service d'un projet précis, le projet révolutionnaire. Il s'agit de recourir aux moyens militaires pour réaliser les objectifs de la révolution. D'où l'expression 'guerre révolutionnaire', qui veut dire en substance que la guerre est *au service* de la révolution:

Nous disons, notre but, c'est l'instauration du régime socialiste qui, en supprimant toute exploitation de l'homme par l'homme et d'une nation par d'autres nations, supprimera infailliblement toute possibilité de la guerre en général. Mais en combattant pour ce régime socialiste, nous serons nécessairement placés dans des conditions où la lutte de classes, à l'intérieur de chaque nation, pourra se heurter à une guerre entre différentes nations engendrée par cette même lutte de classes; aussi ne pouvons-nous lier la possibilité des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire des guerres découlant de la lutte de classes, menées par des classes révolutionnaires et ayant une portée révolutionnaire directe et immédiate".⁶

⁶ Lénine, 1917, p.408. Ce texte est issu d'une conférence prononcée en mars 1917, citée par Aron (1976, p.331).

Pour Lénine, la lutte des classes implique d'abord de recourir à la violence pour conquérir le pouvoir et, une fois le pouvoir conquis, d'employer les moyens militaires à l'échelle de l'État ou du pouvoir central pour imposer le régime socialiste aux ennemis intérieurs et extérieurs de la révolution. D'où l'usage de la Formule de Clausewitz comme instrument de légitimation de la violence révolutionnaire: il s'agit de mettre les moyens *militaires* au service des objectifs *politiques* de la révolution russe.

Cependant, le marxisme-léninisme est une doctrine pacifiste. Lénine doit donc justifier l'usage de la violence car celle-ci ne va pas de soi. Ainsi la violence révolutionnaire est-elle considérée comme un préalable à la paix perpétuelle, qui sera instaurée définitivement par le communisme. Lénine reprend ici une idée développée par Marx et Engels: la guerre et la violence sont les moteurs de l'histoire et du changement politique et social. Marx et Engels réinterprètent, dans une perspective révolutionnaire, le sens de l'histoire hégélien. La guerre est un moment charnière qui provoque et matérialise le passage, nécessairement brutal et violent, d'une étape de l'histoire à une autre: de l'âge féodal à la révolution bourgeoise, de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste, de la dictature du prolétariat au communisme, qui abolit les divisions sociales étant à l'origine de la violence (Korsch, 2001 [1941]). La guerre et la violence constituent donc des éléments essentiels du progrès historique: c'est la raison pour laquelle les révolutionnaires conséquents se doivent de lire Clausewitz, et plus généralement de maîtriser l'art de la guerre, s'ils veulent que leur projet politique aboutisse.

Dans la théorie marxiste réinterprétée par Lénine, le conflit est la grammaire des rapports sociaux. Ainsi, l'expression de 'guerre sociale' a fait florès dès le 19^e siècle pour exprimer la nature profonde des rapports sociaux de classe. Il existe une continuité entre la guerre sociale (la lutte des classes) et la guerre contre les puissances impérialistes (c'est ainsi que Lénine voit la Première Guerre mondiale). Le lien entre ces deux formes de guerre, c'est le projet révolutionnaire visant à donner le pouvoir aux prolétaires et à mettre fin aux divisions entre les classes. La politique est pensée à partir de la lutte des classes, qui a nécessairement un caractère violent, et dans l'horizon de la paix qui sera instaurée grâce à la réalisation de l'idée communiste. C'est ici que la Formule de Clausewitz se trouve renversée: aux yeux de Lénine, la violence précède et institue le politique. Dans la théorie léniniste, la violence doit donc être conçue et mise en œuvre par le parti d'avant-garde. La politique n'a pas vocation à domestiquer la violence, mais à l'organiser dans le moment révolutionnaire dans le but d'y mettre fin une fois pour toutes, dès que les objectifs de la révolution seront réalisés. La violence révolutionnaire est une condition de possibilité de l'ordre politique communiste. De manière générale, la théorie de la violence joue, à la suite de Lénine, un rôle majeur dans la pensée révolutionnaire. Chez des révolutionnaires comme Mao (1955), Giap (Derbent, 2008) ou Che Guevara (1960-1961), on trouve ainsi de nombreux développements sur la technique du coup d'État, l'insurrection, la guerre civile ou encore la guérilla.

Ludendorff et la guerre totale

Ludendorff (1865-1937) est l'auteur de deux ouvrages dans lesquels la référence à Clausewitz et à sa Formule est explicite: *Conduite de la guerre et politique* (1922) et surtout *La guerre totale* (1935).

Pour comprendre la position de Ludendorff, il faut dire quelques mots du contexte historique. Chef d'état-major pendant la guerre de 1914-18, Ludendorff impute la défaite de l'Allemagne à la trahison du peuple allemand et à l'impuissance du pouvoir politique, qui selon lui sont liées. Il estime que la révolution ayant conduit à la chute du Reich et à l'instauration de la République de Weimar a désarmé l'Allemagne au moment même où on voulait lui faire signer un armistice inacceptable, qui a débouché sur le traité de Versailles, considéré par les Allemands comme un *Diktat*. Selon Ludendorff, le peuple allemand, en étant partie prenante de la révolution, a mis un "*coup de poignard dans le dos*" de l'armée allemande qui n'avait pas perdu militairement la guerre (Baechler, 2007, pp.125-126). En suggérant que la défaite de l'Allemagne est due à la trahison de l'arrière, Ludendorff falsifie effrontément l'histoire: il nie la réalité de l'effondrement militaire allemand sur le front de l'ouest après l'échec des offensives du printemps 1918. Mais, conjugué aux immenses difficultés politiques, institutionnelles, et économiques de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, le ressentiment provoqué par le *Diktat* va contribuer à la diffusion de ce mythe du "*coup de poignard dans le dos*" au sein de la société allemande.

L'idée essentielle de Ludendorff dans ses ouvrages, c'est que les responsables politiques civils sont incapables de mener des guerres comme celle de 14-18, qui inaugure l'âge des guerres totales. Il faut donc donner le pouvoir aux militaires car eux seuls sont en mesure, grâce à leur discipline et à leur connaissance de l'art de la guerre, de mettre au pas le peuple pour mener une politique à la hauteur du dessein impérial allemand. Dans des guerres totales qui mobilisent toutes les forces matérielles et humaines, économiques et sociales, du pays, il est nécessaire de s'en remettre à un chef militaire qui aura pour tâche de conduire l'effort de guerre et de galvaniser le peuple en vue de la victoire. Il faut donner aux militaires non seulement le pouvoir militaire, mais aussi le pouvoir politique. Clausewitz s'est trompé en disant que l'État doit conduire la guerre. C'est l'inverse que préconise Ludendorff: l'armée et ses officiers généraux doivent conduire les affaires de l'État puisque les guerres sont désormais totales et obligent la politique à se militariser.

Dans la conception de Ludendorff, la guerre contamine ainsi tout l'espace politique et social. Elle est l'étalon à partir duquel fonder toute politique. Notons cependant que guerre totale et politique totalitaire ne se confondent pas entièrement: la guerre totale est jusqu'à un certain point une stratégie, alors que la politique totalitaire relève d'une idéologie. Mais le concept de guerre totale est l'un des éléments théoriques qui participent au développement de la doctrine totalitaire du NSDAP. Ludendorff adhère aux idées nazies et représentera le parti d'Hitler au Reichstag avant d'être écarté. La politique totalitaire implique en effet un discours martial, qui promeut l'ordre et la discipline que la démocratie est, selon Ludendorff (qui rejoint sur ce point Hitler), incapable d'obtenir. Donner le pouvoir au peuple, c'est selon Ludendorff se mettre dans l'incapacité de gouverner et de

décider. Estimant que l'État est incapable en tant qu'instance civile, Ludendorff prend nettement le contrepied de la conception clausewitzienne, qu'il considère comme "dépassée" car elle subordonne le pouvoir militaire à un pouvoir politique défaillant.

Fin de la guerre, fin de l'État? Schmitt, Foucault, Girard

Après 1945, les trois auteurs qui retournent la Formule de Clausewitz (Schmitt, Foucault, Girard) abordent le problème de la guerre dans une optique et un contexte très différents. D'une part, Schmitt, Foucault et Girard ne sont pas des responsables politiques à la recherche d'une doctrine destinée à guider leur action, mais avant tout des théoriciens qui cherchent à comprendre l'évolution du monde. Même si leurs engagements politiques respectifs ont une certaine influence sur leur théorie, leur œuvre n'a pas le même statut que celle de Lénine ou de Ludendorff. D'autre part, on observe dans l'après-guerre une remise en cause du modèle classique de la guerre interétatique sur fond de conflits qui ne se situent plus dans un cadre conventionnel: guerre de décolonisation ou de libération nationale, guerres civiles, phénomènes terroristes et guérillas..., autant de formes d'affrontement qui mettent en cause la mainmise de l'État sur la violence armée et qui affectent nécessairement les relations entre guerre et politique. Le but de ces auteurs est de comprendre ce qui a changé dans les rapports entre guerre et politique après la Seconde Guerre mondiale.

Carl Schmitt (1888-1985): la faillite de l'État libéral

Carl Schmitt voue une grande admiration à Clausewitz, qu'il commente notamment dans la *Théorie du partisan* (1963) et dans un article significativement intitulé "Clausewitz penseur politique" (1967) traduit en français récemment (Schmitt, 2007). Quand bien même Clausewitz adopte un point de vue stratégique et Schmitt une perspective de juriste, les deux convergent pour souligner la centralité du politique dans l'organisation de la vie humaine.

Schmitt fait de Clausewitz l'un des derniers représentants d'une forme de guerre en train de disparaître: la guerre interétatique. Schmitt reprend l'idée clausewitzienne selon laquelle les guerres de la Révolution et de l'Empire (1792-1815) ont rompu avec l'équilibre européen issu du traité de Westphalie de 1648. Dans la perspective juridique qui est la sienne, Schmitt note que les guerres entre États, menées par des armées de professionnels et régulées par le droit public européen, ont laissé place à des guerres de masse, où les passions du peuple se déchaînent, ce qui du même coup rend difficile toute forme de régulation juridique et politique. Les guerres de passions nationales, qui opposent la France révolutionnaire puis napoléonienne aux monarchies européennes, se substituent aux guerres de territoire du 18^e siècle. Le Congrès de Vienne en 1815 a permis d'inverser la tendance, ou en tout cas de la maîtriser un tant soit peu, mais la Deuxième Guerre mondiale a fait définitivement tomber le système politique européen au profit d'un droit international qui a interdit la guerre comme instrument politique, et qui du même coup a jeté le discrédit sur les États nations, considérées comme responsable du déluge de violence perpétré durant les deux conflits mondiaux.

Pour C. Schmitt, l'apparition de la figure du partisan au début du 19^e siècle, lors la guérilla espagnole contre l'armée de Napoléon en 1807, marque le début de la remise en cause du modèle classique de la guerre. Le droit public européen était parvenu jusqu'à présent à limiter la guerre et ses effets, notamment en distinguant clairement le civil du combattant en uniforme. Ne respectant pas cette distinction et fondant son efficacité sur ses facultés de dissimulation et de tromperie, le partisan fait voler en éclat le modèle de la guerre interétatique, qui repose sur la reconnaissance mutuelle des ennemis. L'État ne possède plus le monopole de la guerre, laquelle est désormais partout et nulle part. L'avènement du partisan vient brouiller la distinction entre guerre et paix, et introduit du même coup une situation de guerre permanente. Le partisan peut frapper à tout moment. La toute-puissance de l'État est ainsi remise en cause, celui-ci ayant "*perdu la main*" au profit des peuples et de la guerre "*populaire*". Puisque l'État ne gouverne plus la guerre, alors celle-ci pénètre toutes les sphères de la vie, elle devient "*guerre civile mondiale*".

En élaborant sa théorie du partisan, dont le succès ne s'est pas démenti pendant les guerres coloniales (l'Indochine par exemple), Schmitt met en évidence l'historicité de l'État libéral issu des Révolutions anglaise, française et américaine. Rien ne dit en effet que l'État ne devait pas mourir un jour. Pour Schmitt, l'État présuppose le politique, il n'est qu'une forme parmi d'autres de la politique. Rien n'empêche que les hommes décident de s'organiser autrement. Dans la conception schmittienne, le politique se définit d'abord et avant tout dans le conflit: la distinction ami/ ennemi constitue le critère essentiel du politique. C'est l'hostilité entre ennemis publics qui fonde le politique, qui par conséquent se définit toujours par rapport à la possibilité de la guerre. C'est la raison pour laquelle Schmitt souligne l'importance du *jus belli*, le droit de guerre que possède exclusivement le souverain et qui lui permet de désigner l'ennemi. Mais précisément, avec l'avènement du partisan et du nouveau droit international, l'État est dépossédé du *jus belli*. Selon Schmitt, l'État ne peut plus librement désigner l'ennemi car il est contraint par le nouveau droit international. En revanche, le partisan a toute latitude pour désigner l'ennemi et employer les moyens qui lui semblent efficaces, parce qu'il se place volontairement en dehors du droit international. Le destin de l'État et celui du partisan, après 1945, sont donc liés : c'est précisément quand l'État renonce à sa condition politique que le partisan devient une figure politique majeure sur la scène de l'histoire.

Ainsi, pour Schmitt, l'État dépossédé du *jus belli* ne peut plus contenir la violence et mener une guerre 'selon les formes', c'est-à-dire qui respecte la morale militaire et le droit des gens. Le penseur allemand ne cache pas sa nostalgie de l'équilibre européen et de la guerre interétatique, dont l'avantage était de pouvoir faire usage de la force dans le périmètre bien balisé de l'État. De ce point de vue, Schmitt ne retourne pas la Formule de Clausewitz, il cherche plutôt à la restaurer. Mais il constate aussi que les transformations de la guerre après 1945 et l'avènement du partisan dans les guerres irrégulières ont conduit à discréditer "*l'intelligence de l'État personnifié*". En rejetant l'héritage du stratège prussien et en ôtant à la guerre toute légitimité politique, les Européens ont eux-mêmes retourné la Formule de Clausewitz. Ils ont fait du partisan "*sans foi ni loi*" le successeur de l'État, qui avant sa faillite décidait de la situation exceptionnelle.

Michel Foucault : dynamiter l'État

Pour Carl Schmitt, la faillite de l'État est donc dommageable. Le penseur allemand exprime son adhésion au droit public européen, dont il écrit le tombeau dans *Le Nomos de la terre* (1950). Michel Foucault, quant à lui, tend plutôt à se réjouir de la faillite de l'État, et une partie de son œuvre procède même à ce qu'on pourrait nommer un dynamitage en règle de l'État comme forme d'organisation du pouvoir politique. Selon Foucault dans *Il faut défendre la société* (1976), il importe de ne plus penser le pouvoir politique avec les notions juridiques d'État et de contrat, mais avec les concepts militaires: guerre, bataille, stratégie, tactique. Pour Foucault, les doctrines de la souveraineté issues de Machiavel et Hobbes ont cherché à conférer une légitimité à la domination du Souverain sur ses sujets, puis de l'État sur le peuple. Or, l'histoire du pouvoir, ce n'est pas l'histoire d'une lente domestication de la violence, c'est l'histoire d'une répression continue qui a donné lieu à des luttes populaires oubliées et enfouies derrière les discours officiels. Foucault entreprend en 1975 d'exhumer ces conflits par un travail documentaire d'historien car il veut en finir avec cette "*histoire que le pouvoir se raconte à lui-même*" et qui a vocation à légitimer une domination (Foucault, 1976, p. 15). Il faut, dit-il, "*couper la tête du roi*" et par là même retourner la Formule de Clausewitz:

Le pouvoir, c'est la guerre, c'est la guerre continuée par d'autres moyens. Et à ce moment-là, on retournerait la proposition de Clausewitz et on dirait que la politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens (Foucault, 1976, p.16).

Foucault estime que le pouvoir étatique adopte le discours du droit pour dissimuler l'oppression qu'il exerce sur le peuple. Il affirme également que le pouvoir tel qu'il est conceptualisé par Machiavel et Hobbes n'a pas le monopole de la guerre. Éclairé par une avant-garde, le peuple aussi peut prendre les armes, ainsi que le prônent par exemple les maoïstes de la Gauche prolétarienne, avec lesquels Foucault dialogue à l'époque, notamment Benny Lévy (qui à l'époque se faisait nommer Pierre Victor). Critique de l'orthodoxie marxiste du Parti communiste français (qui n'avait d'yeux que pour les "*appareils d'État*") et du structuralisme qui pense le social et l'histoire à partir du langage, Foucault est à l'époque fasciné par la guerre comme modèle à la fois théorique et politique pour penser la nature du pouvoir. Dans la suite de Lénine, Foucault affirme que ce n'est ni le langage ni l'État qui fournissent la clé de l'histoire, mais la guerre, entendue au sens large comme une lutte armée révolutionnaire:

Je crois que ce à quoi on doit se référer, ce n'est pas au grand modèle de la langue et des signes, mais de la guerre et de la bataille. L'historicité qui nous emporte et nous détermine est belliqueuse ; elle n'est pas langagière. Relation de pouvoir, non relation de sens.⁷

Alors que les théoriciens structuralistes définissent la guerre comme le pendant de l'échange, Foucault pense la guerre comme le phénomène qui est à l'origine d'une vie sociale toujours conflictuelle. Ce n'est pas l'échange et le don qui détermine le social, c'est la guerre et le conflit. L'histoire est d'abord une histoire des luttes, et la théorie de

⁷ Foucault, 2001, vol.2, p.145.

l'histoire est avant tout une théorie de la guerre, de la guerre sociale aux guerres de libération des peuples opprimés par la colonisation.

Foucault finira toutefois par abandonner assez rapidement cette piste, considérant que ce modèle de la guerre est trop 'binaire' pour saisir la complexité des rapports de pouvoir (Senellart, 2004).

René Girard : quand “la politique court après la guerre”

Au terme de ce trop bref parcours, l'ouvrage de René Girard, *Achever Clausewitz* (2007), permet à la fois de revenir aux questionnements originels de Raymond Aron et d'élargir l'analyse au contexte stratégique contemporain.

Ce livre est d'abord une réponse au *Clausewitz* d'Aron, qu'il juge trop “timide” et “rationnaliste” (p.27). Aron, dit Girard, a voulu faire de Clausewitz un partisan de l'équilibre européen, alors que le stratège prussien est en réalité le prophète des guerres totales, des génocides et de l'apocalypse nucléaire. À travers le débat Aron-Girard, on retrouve la dualité de la guerre clausewitzienne évoquée plus haut: alors que le Clausewitz d'Aron tranche en faveur de l'interprétation *politique* de la guerre, celui de René Girard se présente comme le penseur du 'duel à grande échelle', annonçant l'avènement d'une ère nouvelle marquée par la violence mimétique (Girard, 1975), qui débouchera sur les horreurs du 20^e siècle et la violence terroriste du 21^e siècle.

Selon Girard, Aron pouvait croire à la primauté du politique à l'époque de la Guerre Froide. Pendant cette période, la responsabilité politique face à la bombe atomique était évidente et bien réelle. Mais une telle croyance dans le pouvoir de la politique n'est plus possible à l'âge du terrorisme mondialisé. La “*guerre mondialisée*” fait apparaître pour Girard l'impuissance de la politique à réguler un système international plus que jamais dominé par l'anarchie. Ainsi, ce n'est plus la guerre qui est la continuation de la politique, mais la politique qui est condamnée à “*courir*” après une guerre qui avance masquée et qui ne dit pas son nom. C'est ici que Girard retourne la Formule de Clausewitz, considérant que la violence transnationale du terrorisme déborde les États, qui sont par conséquent dessaisis de leur monopole sur la violence armée. Quand Girard annonce que la politique court après la guerre, il reconnaît que la guerre devance la politique. Aux yeux de Girard, la politique est discréditée puisqu'elle est incapable de rattraper la guerre :

Que nous dit [Clausewitz] sinon que cette étrange et longue guerre est irrémédiablement perdue ? C'est la vérité de la guerre que la violence comme vérité. Et la vérité de la guerre est la vérité de la politique. Et au sein de la guerre, la tactique est toujours la vérité de la stratégie. C'est-à-dire qu'on va toujours vers le duel. Vous voyez que tout s'éclaire, même obscurément, et converge vers ce noyau central, cette unique intuition (Girard, 2007, p.171).

Girard opère alors un rapprochement entre le texte clausewitzien et les textes apocalyptiques de la Bible, notamment l'Apocalypse de saint Jean. Chez Girard, la religion, sous la forme de la révélation chrétienne, vient au secours d'une politique impuissante. Dans la perspective anthropologique et théologique qui est la sienne, “*seul un Dieu pour nous sauver*” de l'aveuglement dans lequel nous fait tomber le désir d'imitation.

Pour Girard, l'ascension aux extrêmes est un mécanisme implacable: ce n'est que l'illustration du désir mimétique qui pousse les hommes à la violence et les empêche de s'en détourner. Pour avoir une idée de la violence mimétique selon Girard, il faut imaginer ce tableau de Goya, *Hommes se battant avec des bâtons*: à mesure que les deux hommes se rendent coup pour coup, ils s'enfoncent dans les sables mouvants sans même s'en apercevoir. Tant que Dieu ne viendra pas rompre l'engrenage de la violence, les hommes seront condamnés à la commettre et à la subir. Girard ne se contente donc pas de retourner la Formule de Clausewitz. Il entend *achever* ce qu'il estime être la prophétie du stratège prussien, prophétie qui du reste était déjà annoncée dans l'Apocalypse de saint Jean. Dans la perspective de Girard, la "*religion militaire*" de Clausewitz annonce le Jugement dernier.

Conclusion

Cet article se proposait de montrer comment un certain nombre de penseurs retournent la Formule du stratège prussien selon des logiques et des arguments qu'il importe de bien distinguer avant d'envisager ce qui les rapproche.

Tout d'abord, la réflexion de Lénine et Ludendorff est marquée par l'avènement, dans la première moitié du 20^e siècle, des doctrines totalitaires qui dénoncent l'impuissance des États démocratiques devant la guerre. Dans les idéologies totalitaires, c'est la guerre qui inspire la politique, de sorte que la guerre contamine tout l'espace politique. Il n'y a dès lors plus de distinction entre ce qui relève du militaire et ce qui relève du politique. Puis, dans la deuxième moitié du 20^e siècle, c'est moins l'impuissance de la démocratie que la faillite de l'État libéral comme instrument de régulation qui conduit plusieurs auteurs à théoriser le retournement de la Formule de Clausewitz. Ainsi, dans la théorie de Carl Schmitt, l'État est mis en défaut par le partisan: l'efficacité tactique et stratégique du partisan révèle la fragilité et la décomposition de l'État libéral. Chez Michel Foucault, le retournement de la Formule de Clausewitz intervient dans le contexte des luttes sociales des années 1970, ce qui conduit le philosophe à reprendre l'idée léniniste d'une lutte révolutionnaire des peuples, éclairés par une avant-garde, contre l'oppression de l'État libéral. Enfin, l'interprétation de René Girard intervient dans le contexte de l'après-11 septembre 2001: les attentats du World Trade Center et la montée du terrorisme mondialisé illustrent selon Girard l'incapacité des États démocratiques à contenir une violence dérégulée et transnationale.

Ainsi, en dépit de leurs divergences, deux thèses rassemblent ces auteurs: d'une part, l'idée que le libéralisme politique est une doctrine incapable de faire face au problème de la guerre (car impuissant à prendre des décisions lorsque la situation l'exige); d'autre part, la conception, fondée sur un ressort anthropologique, selon laquelle la violence est l'horizon indépassable du politique.

Bibliographie

- ARON, Raymond, "L'aube de l'histoire universelle", dans *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Agora, 1961, pp.225-254.
- ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.
- ARON, Raymond, *Penser la guerre, Clausewitz* (2 tomes), Paris, Gallimard, coll. "Bibliothèque des sciences humaines", 1976.
- BAECHLER, Christian, *L'Allemagne de Weimar, 1919-1933*, Paris, Fayard, 2007.
- BARRAL, Pierre, *Pouvoir civil et commandement militaire. Du roi connétable aux leaders du 20^e siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- CLAUSEWITZ, Karl von, *De la guerre* (1832), trad. D. Naville, Paris, Éditions de Minuit, 1955.
- DERBENT, T., *Clausewitz et la guerre populaire*, Bruxelles, Éditions Aden, 2006.
- DERBENT, T., *Giap et Clausewitz*, Bruxelles, Éditions Aden, 2006.
- DOBRY, Michel, "Clausewitz et 'l'entre deux', ou de quelques difficultés d'une recherche de paternité légitime", *Revue française de sociologie*, vol.17, n°4, 1976, pp.652-664.
- DURIEUX, Benoît, *Clausewitz en France. Deux siècles de réflexion sur la guerre, 1807-2007*, Paris, Economica, 2008.
- FOUCAULT, Michel, *Dits et écrits (1954-1988)*, Paris, Gallimard, coll. "Quarto", 2001.
- FOUCAULT, Michel, *Il faut défendre la société. Cours au Collège de France 1976*, Paris, Gallimard-Seuil, coll. "Hautes études", 1997.
- FREUND, Julien, *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1965.
- GAUCHET, Marcel, *La condition politique*, Paris, Gallimard, 2005.
- GIRARD, René, *Achever Clausewitz*, Paris, Carnets Nord, 2007.
- GUEVARA, Ernesto, *La guerre de guérilla* (1961), Paris, Flammarion, coll. "Champs", 2010.
- KORSCH, Karl, *La guerre et la révolution* (1941), Paris, Ab Irato, 2001.
- LÉNINE, *Œuvres complètes* (45 tomes), Paris, Éditions sociales, 1958.
- LUDEENDORFF, Erich, *La guerre totale*, Paris, Flammarion, 1937.
- MAO TSÉ-TOUNG, *La guerre révolutionnaire*, Paris, 10/18, 1955.
- SCHMITT, Carl, *La guerre civile mondiale. Essais (1943-1978)*, Paris, Éditions C. Jouin/ Éditions Ère, coll. "Chercheurs d'ère", 2007.
- SCHMITT, Carl, *La notion de politique* (1932) suivi de *Théorie du partisan* (1963), trad. M.-L. Steinhauser, Paris, Flammarion, coll. "Champs", 1992 (1^{ère} éd. fr. Calmann-Lévy, coll. "Liberté de l'esprit", 1972).
- SCHMITT, Carl, *Le nomos de la terre dans le droit des gens du Jus Publicum Europaeum* (1950), trad. de l'allemand par L. Deroche-Gurcel, éd. P. Haggemacher, Paris, P.U.F., coll. "Quadrige", 2008.
- SENELLART, Michel, "Situation des cours", in M. Foucault, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France 1977-1978*, Paris, Gallimard-Seuil, coll. "Hautes études", 2004.
- TERRAY, Emmanuel, *Clausewitz*, Paris, Fayard, 1999.
- THIBAUT, Jean-François, "La politique comme pur acte de guerre : Clausewitz, Schmitt et Foucault", *Monde commun*, 1/ 1, Automne 2007, pp.114-129.